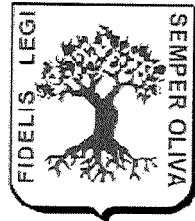


**DEPARTEMENT DU VAR**  
**COMMUNE D'OLLIOULES**  
**DIRECTION GENERALE DES SERVICES**



Ville d'Ollioules

**CONTRAT DE LOCATION  
POUR LES JARDINS FAMILIAUX  
ET REGLEMENT INTERIEUR  
AVENANT N° 1**

Cf. délibération 22/05/4.14 du 30 mai 2022

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

MAIRIE D'OLLIOULES représentées par son Maire en exercice, Monsieur Robert BENEVENTI, spécialement habilité aux présents termes de la délibération n° 20.05.4 du 23 mai 2020 donnant DELEGATIONS PERMANENTES au Premier Magistrat de la Commune pendant la durée de son mandat sans aucune restriction et sont donc totales,

Hôtel de Ville  
CS 40108  
83191 OLLIOULES CEDEX

Ci-après dénommée, « la COMMUNE »,

**D'UNE PART**

**ET :**

Madame et/ou Monsieur .....

Domiciliation :

.....  
.....

Ci-après dénommé, « le LOCATAIRE »,

**D'AUTRE PART**

## **IL EST CONVENU CE QUI SUI**

### **PREAMBULE**

La COMMUNE a décidé la création de jardins familiaux sur les parcelles communales sises à Ollioules :

- ✓ 936 route de la Gare - Quartier le Petit Plan (jardins n° 1 à 25 et n° 31 à 38)
- ✓ Chemin Saint Roch (jardins n° 26 et 27)
- ✓ Chemin du Pont du Berger (jardins n° 28 à 30)

Chaque jardin est numéroté selon les plans annexés aux présentes.

Les jardins sont destinés à être attribués à un LOCATAIRE qui s'engage à observer le présent contrat et règlement intérieur.

### **ARTICLE 1 : ATTRIBUTION DU JARDIN**

Les jardins sont attribués exclusivement aux personnes faisant une demande, par écrit, auprès de Monsieur le Maire de la Commune d'Ollioules.

La COMMUNE s'engage à attribuer les jardins à des personnes exclusivement domiciliées sur Ollioules, ayant fait l'objet d'un examen de leur situation sociale et/ou financière par les services sociaux municipaux et retenues par une commission d'attribution municipale présidée par le Maire ou son représentant.

L'attribution du jardin auprès du LOCATAIRE est effective à la date indiquée à l'article 4 du présent contrat sur présentation d'une attestation d'assurance en responsabilité civile comme mentionnée à l'article 10 du présent contrat.

### **ARTICLE 2 : DESIGNATION DU JARDIN**

La location porte sur la parcelle de terre ci-dessous désignée :

- jardin référencé n° .....
- superficie ..... m<sup>2</sup> environ

### **ARTICLE 3 : LOYER**

La présente location est consentie moyennant un loyer annuel fixé à ..... euros payable en une seule fois dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par le service financier de la COMMUNE.

Il sera revalorisé annuellement à la date anniversaire de prise d'effet du contrat et sur la base de l'indice du coût de la construction publiée par l'INSEE (ICC du ..... trimestre ..... : .....) ou de tout autre indice s'y substituant.

En sus du coût du loyer pour les jardins équipés d'une gloriette, un montant forfaitaire de 10 € annuel sera appliqué.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La location est consentie pour une durée de 2 ans, à compter du .....  
pour se terminer le .....

Au terme de cette période, il sera procédé à un réexamen des critères visés à l'article 1 du présent contrat pour l'établissement d'un nouveau contrat de location.

Le LOCATAIRE et la COMMUNE auront chacun la faculté de résilier le contrat par avertissement donné par lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois avant la date d'expiration.

#### **ARTICLE 5 : DESTINATION DU JARDIN**

Le jardin mis à la disposition du LOCATAIRE est à utiliser comme jardin familial. Il ne pourra subir aucune modification quant à sa destination sous peine de résiliation immédiate du contrat et sans préjudice d'un recours en dommages et intérêts.

Il est notamment interdit de façon formelle :

- d'utiliser la gloriette comme habitat permanent ou provisoire, d'y installer son domicile ou le siège social d'une association ou d'un commerce.
- d'exercer une activité commerciale et d'installer des panneaux publicitaires ;
- d'y aménager un pigeonnier, une volière, un rucher, clapier, etc....
- d'y tenir ou d'y élever à perpétuelle demeure un chien, chat ou tout autre animal domestique, de les laisser divaguer et déféquer dans le lotissement : il est demandé de tenir les chiens en laisse dans les allées du lotissement. Aucun animal ne saurait être maintenu dans le jardin ou la gloriette en l'absence de son maître.
- de nourrir chats et chiens errants
- De garer et d'entreposer dans le jardin un véhicule à moteur : voiture, motocyclette, barque, remorques, une caravane etc....
- d'utiliser le jardin et ses abords comme lieu de lavage de tapis, de peaux de bêtes...
- d'installer dans le jardin une tente, ou équipement dérivé, ou des toilettes
- d'exercer dans le jardin un commerce : vente de boissons, de denrées alimentaires, prestations de service, pose de panneaux publicitaires, etc....
- d'organiser dans le jardin des manifestations ou pique-nique qui mettraient en cause la tranquillité et l'ordre public.
- de pratiquer dans le jardin de la culture maraîchère ou intensive aux fins d'utilisation personnelle ou indirecte
- de stocker du matériel à l'extérieur ou en dessous de la gloriette.
- d'utiliser le jardin et les parties communes comme lieu de réunion à caractère prosélytique, d'afficher tout signe ostentatoire ou provocateur.
- de construire et d'utiliser une source de chaleur comme un barbecue, un four à pain, à pizza, à tarte flambée bombonne de gaz, ...

- d'aménager des constructions, des haies, des grillages ;
- de planter des arbres ;
- d'utiliser des tôles ou matériaux similaires ;
- de réaliser des travaux de bétonnage quels qu'ils soient (comme la pose d'une dalle béton, la confection d'allées, ...) ;
- de faire des feux y compris l'écobuage ;

Cette liste est non exhaustive

## **ARTICLE 6 : PLANTATIONS**

Le LOCATAIRE pourra cultiver soit des légumes, soit des fleurs, soit des petits fruits exclusivement pour sa consommation familiale.

La plantation des arbres est interdite. Seuls sont autorisés les arbustes fruitiers (groseillier, framboisier, mûrier) sous forme de haies fruitières ou en isolé, ainsi que les fleurs.

Aucune vente de la production n'est autorisée.

Le jardin doit être régulièrement entretenu. Tout jardin laissé en friche pendant la période de végétation sera repris après simple mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours.

## **ARTICLE 7 : ANIMAUX**

L'élevage ou l'installation permanente d'animaux sont expressément interdits (poules, lapins, chèvres, tous animaux de basse-cour, tous animaux de compagnie .....).

Les chiens ne sont pas acceptés à l'intérieur de l'enceinte.

## **ARTICLE 8 : JOUISSANCE**

Le LOCATAIRE est tenu de veiller au bon aménagement, à la propreté et à l'entretien du jardin mis à sa disposition en tenant compte des autres locataires, et d'une manière générale d'en user en bon père de famille.

Il se chargera d'emmener à son domicile tous ses détrit (emballages, bouteilles vides, etc.).

Les locataires se prêteront assistance pour le maintien du bon ordre. Tous devront respecter, avec la plus grande délicatesse, les jardins des voisins.

Le LOCATAIRE, sa famille et ses visiteurs doivent respecter la tranquillité des voisins, avec interdiction d'utilisation abusive d'appareils tels que transistors, téléviseurs portatifs, magnétophones, etc...

La présence sur les lieux n'est autorisée que du lever au coucher du soleil. Toute occupation du jardin de nuit est interdite.

Les récoltes issues de cette activité de jardinage ont vocation à servir aux besoins de la famille.

Pour les jardins familiaux sis 936 route de la Gare à Ollioules, une clé de l'accès commun aux jardins et une clé de l'accès aux toilettes seront remises à chaque locataire lors de l'attribution de la parcelle. Le LOCATAIRE veillera à la bonne fermeture du site après son départ. L'accès aux jardins se fait par les allées exclusivement à pied, sauf exceptionnellement pour apporter des matériaux lourds et encombrants. Les véhicules doivent être stationnés à l'extérieur sur le parking prévu à cet effet dès que le déchargement lourd et encombrant est effectué.

### **ARTICLE 9 : FIN DE L'ATTRIBUTION**

Le LOCATAIRE et la COMMUNE auront chacun la faculté de mettre fin au contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, reçu deux mois avant la date d'expiration.

A sa sortie, le LOCATAIRE doit rendre le jardin et les installations en bon état d'entretien, propres et ordonnés sans qu'il puisse prétendre à une indemnité à quelque titre que ce soit, ni de la part de la COMMUNE, ni du LOCATAIRE qui pourrait lui succéder.

En cas de défaillance du LOCATAIRE, la COMMUNE fera exécuter les travaux de réfection nécessaires à ses frais et en supplément du loyer dû.

La COMMUNE peut résilier le contrat aux motifs d'exclusion énumérés ci-après

- Non-respect du contrat et du règlement intérieur ;
- Mauvais comportement avec altercation portant préjudice à un climat de bon voisinage ;
- Insuffisance de culture ou d'entretien ;
- Exploitation commerciale du jardin.

Avant toute décision d'exclusion, le LOCATAIRE sera convoqué par la COMMUNE par lettre recommandée avec accusé de réception afin de fournir des explications. A la suite de cet entretien, une décision définitive sera notifiée au LOCATAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cas d'une reprise du jardin pour manquement grave au contrat, elle s'appliquera de plein droit, huit jours après la réception de la notification d'exclusion. Pendant ce délai de huit jours, le jardin devra être remis en état par le LOCATAIRE à l'exception des plantes qui pourront rester en place.

### **ARTICLE 10 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

Le LOCATAIRE est responsable de tous les dommages qui pourraient survenir du fait de la jouissance des droits afférents à l'objet du présent contrat, de l'occupation du jardin, des activités qui y sont pratiquées et des objets, matériaux et installations qui s'y trouvent.

En cas de dommages causés au patrimoine de la COMMUNE, notamment à la parcelle, à la terre végétale, le LOCATAIRE sera tenu d'exécuter sur demande de la COMMUNE, tous travaux nécessaires pour réparer, à ses frais, les dommages ainsi causés sans préjudices d'éventuelles poursuites engagées par le gestionnaire.

La COMMUNE décline toute responsabilité pour les cas ordinaires tels que grêle, gelée, chute d'arbres ou de branches. Il en va de même pour les cas extraordinaires tels que : sécheresse, inondation, incendie de gloriette, vols, effractions qui pourraient survenir aux dépens du LOCATAIRE, de sa famille, de tiers ou à leurs biens, ainsi que tout autre acte de vandalisme entraînant la destruction de tout ou partie des récoltes ainsi que des installations ou constructions mises en place par le locataire.

Pour les équipements appartenant à la COMMUNE (clôture périphérique, portail,...), la COMMUNE assurera la remise en état.

La COMMUNE décline toute responsabilité pour des altercations entre locataires ou riverains, intra ou extra muros, et ce quel que soit le motif. Le différent accompagné ou non de violences verbales ou physiques pourra entraîner la non reconduction ou résiliation du contrat pour les deux parties en lice.

La COMMUNE décline également toute responsabilité en cas de dommages causés par le LOCATAIRE à d'autres locataires, à des tiers ou à leurs biens.

Il est conseillé dès lors aux locataires de souscrire un contrat d'assurance contre les risques encourus ainsi que pour ses effets personnels. Le LOCATAIRE fournira dès la mise à disposition du jardin, puis annuellement, une attestation d'assurance (Responsabilité civile) auprès des services de la COMMUNE

## **ARTICLE 11 : CHARGES – GESTION DE L'EAU**

Les jardins sont desservis en eau. Le LOCATAIRE fera toutes les démarches nécessaires auprès du prestataire en eau et devra prendre à sa charge l'abonnement et la fourniture de l'eau nécessaire.

Pour les jardins familiaux sis 936 route de la Gare à Ollioules, la COMMUNE prend à sa charge les dépenses liées à la fourniture d'électricité, d'eau pour les sanitaires communs et pour l'entretien des espaces verts.

Le LOCATAIRE supportera les réparations locatives et les travaux ordinaires d'entretien.

## **ARTICLE 12 : ASPECT ENVIRONNEMENTAL**

Les jardins familiaux sont une composante de l'Agenda 21. A ce titre, l'emploi de désherbant est totalement interdit et les amendements de sol doivent être les moins polluants possibles (fumier ou compost en priorité).

Le compostage des déchets de jardin pourra être réalisé. Un composteur individuel pourra également être fourni gratuitement par la COMMUNE sur demande.

### **ARTICLE 13 : CESSIION – SOUS-LOCATION**

La jouissance du jardin est personnelle. Toute cession ou sous-location de tout ou partie du jardin mis à la disposition du LOCATAIRE est interdite sous peine de révocation de la location.

Chaque jardin doit être cultivé avec soin par le LOCATAIRE lui-même ou un membre de sa famille. En cas d'incapacité temporaire, celui-ci pourra se faire aider, sans que cette aide puisse se transformer en concession d'exploitation, même partielle.

### **ARTICLE 14 : OBSERVATIONS DES CONDITIONS DE LOCATION**

Le LOCATAIRE s'engage à observer scrupuleusement l'ensemble des conditions du présent contrat et règlement.

Le non-respect de l'une des clauses susvisées entraînera la résiliation du présent contrat et règlement après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours et sans que la COMMUNE n'ait à observer aucune autre condition de forme ou de fond.

Le LOCATAIRE donne acte qu'il accepte le présent règlement.

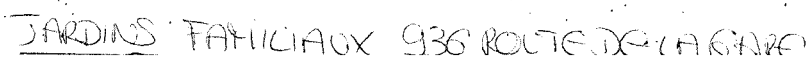
**FAIT A OLLIOULES LE ..... EN DEUX EXEMPLAIRES  
ORIGINAUX DONT UN EXEMPLAIRE SERA REMIS A CHACUNE DES PARTIES QUI LE  
RECONNAIT**

**POUR LE LOCATAIRE <sup>(1)</sup>,**  
.....

**POUR LA COMMUNE,  
LE MAIRE, ROBERT BENEVENTI**

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

ID : 083-218300903-20220530-DEL05\_2022\_4\_13-DE





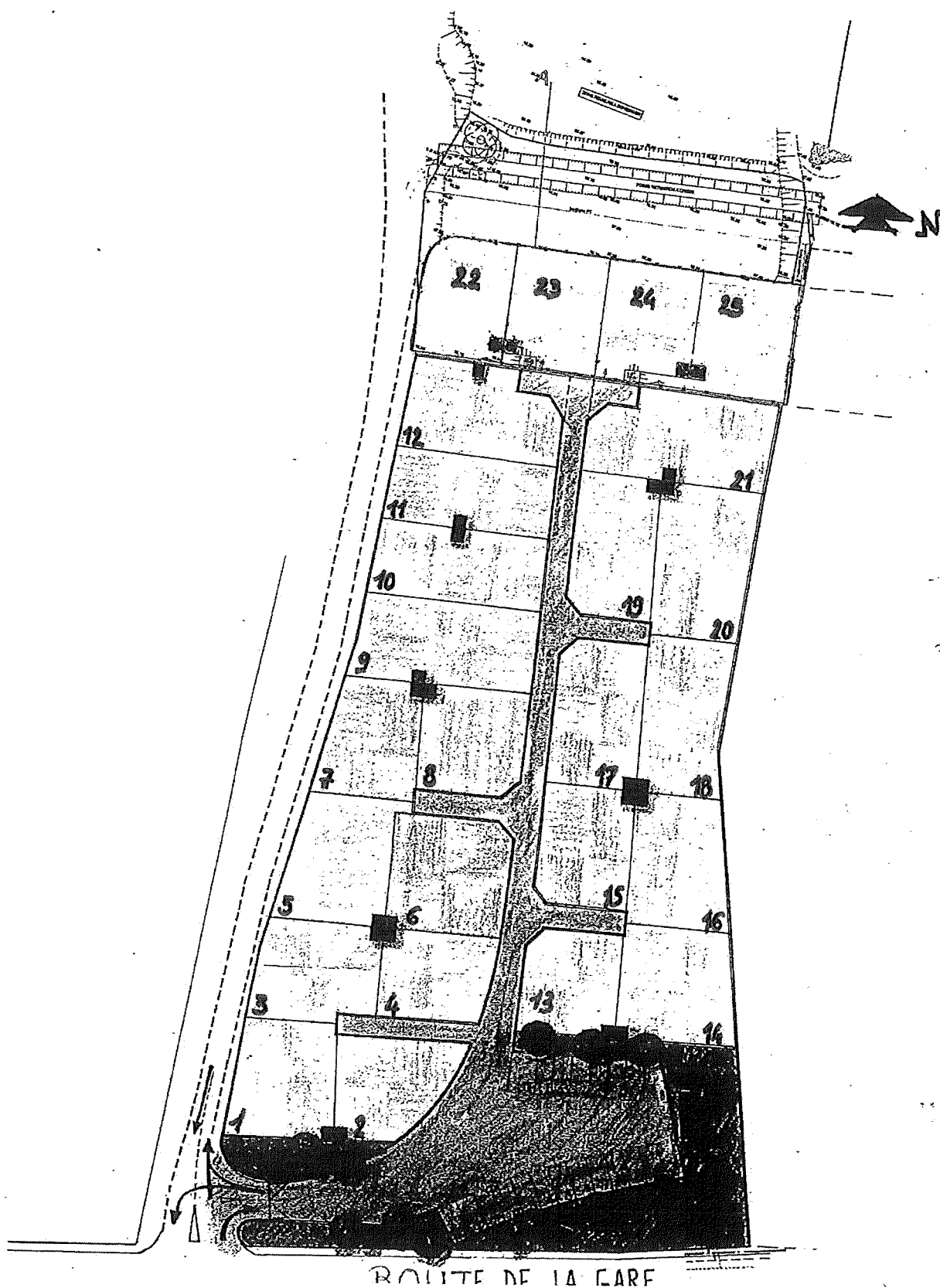
Envoyé en préfecture le 03/06/2022

Reçu en préfecture le 03/06/2022

Affiché le

ID : 083-218300903-20220530-DEL05\_2022\_4\_13-DE

*Ville d'Ollioules*  
*Jardins Familiaux*  
*936 Route de la Gare à Ollioules*



ID : 083-218300903-20220530-DEL05\_2022\_4\_13-DE

## Chemin Saint Roch et Chemin du Pont du Berger à Ollioules

